

La décroissance verte ? Une agriculture en déclin

Gil Kressmann¹

L'agriculture extensive prônée par les écologistes est dangereuse à plus d'un titre. Elle met en difficulté l'agriculture biologique elle-même et la souveraineté alimentaire.

Les écologistes français ont une lourde responsabilité dans la grave crise énergétique que traverse notre pays aujourd'hui. Ignorant les faits scientifiques démontrant que l'énergie nucléaire est une énergie verte parce que décarbonée, ils ont préféré rester dans l'idéologie pure. Les campagnes de communication très anxiogènes et très médiatisées des Verts ont fini par inciter nos responsables politiques à ne plus oser défendre cette filière industrielle pourtant hautement stratégique.

Par décision politique, notre industrie nucléaire a ainsi été engagée dans la voie de la décroissance. Non seulement, elle a perdu une partie de son potentiel de production mais, peut-être plus grave encore, perdu de son savoir-faire alors qu'elle avait tous les atouts pour devenir le *leader* mondial sur ce marché si important. Il en résulte une hausse de nos importations et une baisse de nos exportations d'électricité.

Il a fallu une crise énergétique mondiale et la prise de conscience des défis du réchauffement climatique pour que nos dirigeants politiques et nos concitoyens découvrent enfin que notre pays avait besoin de cette énergie verte, productive, bon marché et située dans nos territoires, pour développer une croissance durable. Le nucléaire, c'est de l'énergie écologiquement intensive pour paraphraser Michel Griffon auteur du concept de l'agriculture écologiquement intensive. Ce qui s'est passé en France au niveau de l'énergie sous la pression des écologistes n'est-il pas en train de se reproduire en Europe au niveau de l'agriculture ? Il se déroule une lutte,

¹ Membre de l'Académie d'agriculture de France.

sans merci, entre les défenseurs d'une agriculture productive, en croissance et préservant l'environnement, et les adeptes d'une agriculture extensive générant la décroissance du potentiel productif.

Tout laisse à penser que les écologistes, sans doute l'un des plus puissants *lobbys* à Bruxelles, ont accaparé les instances de pouvoir technocratique qui décident de la politique agricole de l'UE. Ils sont ainsi en position de force pour ignorer les demandes de l'agriculture et développer une écologie répressive : diminuer l'utilisation des engrais, des insecticides, des fongicides, de l'eau... Les ministres de l'Agriculture de 16 États membres se sentent tellement marginalisés qu'ils ont demandé récemment à avoir plus de poids, au même titre que les ministres de l'Environnement, sur les mesures durables qui ont des ramifications dans le secteur agricole. À noter que les ministres de l'Agriculture français et allemand se sont abstenus...

Ayant perdu la guerre contre l'énergie nucléaire, attendons-nous à ce que les mouvements écologistes déploient leur artillerie lourde pour dénoncer avec encore plus de forces et de moyens la modernisation de l'agriculture, coupable, selon eux, de tous les malheurs des Européens : dangereuse pour la santé, productiviste, industrielle, polluante pour l'environnement, destructrice de biodiversité..., selon leurs éléments de langage les plus usités. On retrouve sans beaucoup d'étonnements à peu près les mêmes arguments développés par les écologistes contre l'énergie nucléaire. C'est aussi la même stratégie qui les guide dans leurs actions de contestation : engager l'agriculture européenne dans la voie de la décroissance, une trajectoire pleine de périls.

LES ÉCOLOGISTES
SONT EN POSITION
DE FORCE POUR
DÉVELOPPER
UNE ÉCOLOGIE
RÉPRESSIVE

LE CHOIX DE LA DÉCROISSANCE DE LA PRODUCTION AGRICOLE EUROPÉENNE

La stratégie de *Farm to Fork* illustre parfaitement l'influence des Verts dans le processus de décision à Bruxelles. Sa feuille de route a été établie par la Commission européenne dans le cadre du Pacte vert européen et votée par le Parlement de Strasbourg et par le Conseil des ministres. Son objectif : tendre vers « *un système alimentaire équitable, sain et respectueux de l'environnement* ». Elle vise à la fois à garantir l'accès de tous à une alimentation équilibrée et à minimiser l'impact de l'agriculture sur la biodiversité et les émissions de CO₂, un objectif très consensuel. Mais la stratégie et les moyens proposés pour les atteindre sont hautement discutables. Ce

programme d'actions, bien que critiqué par les Verts qui le considèrent encore bien trop timide selon leurs goûts, constitue pourtant bien une victoire des écologistes et une étape importante vers une régression de notre agriculture. L'objectif de consacrer en 2030, en Europe, 25 % des surfaces cultivables à l'agriculture biologique (AB) conduira à diminuer les surfaces disponibles pour l'agriculture dite conventionnelle (AC) sur le sol européen et donc diminuera son potentiel de production.

De plus, le potentiel de production de l'AC sera également fortement impacté par la baisse des intrants figurant dans le plan *Farm to Fork* : réduction de 50 % de l'utilisation des pesticides chimiques, diminution de 20 % des utilisations d'engrais chimiques, zéro pesticide chimique en 2030 dans les zones dites sensibles et qui représentent par exemple 35 % de la SAU italienne et jusqu'à 80 % du territoire dans certaines régions viticoles françaises, en Occitanie par exemple...

Selon une étude de l'Université de Wageningen aux Pays-Bas, les objectifs de *Farm to Fork* entraîneraient des pertes de rendement allant jusqu'à 30 % pour la réduction des pesticides et 25 % pour les objectifs de diminution de la fertilisation. Au total, il en résulterait selon cette même étude un recul de la production de 10 à 20 % dans les filières clefs : céréales, oléagineux, viande bovine, vaches laitières, plus de 15 % en porcs et en volailles et plus de 5 % dans les légumes et les cultures permanentes.

LES EFFETS D'UNE AGRICULTURE EUROPÉENNE EXTENSIVE

Conséquence, la baisse de production consécutive au plan *Farm to fork*, devrait développer les importations de produits en AC pour répondre à la demande des consommateurs orientés vers les produits alimentaires les moins chers. Selon une étude de l'USDA, ce recul de la production européenne entraînerait une hausse des prix agricoles de 17 %, les exportations baiseraient de 20 % tandis que les importations doubleraient. En d'autres termes, une baisse de la production agricole européenne entraînerait une délocalisation d'une partie de la production de l'UE à l'étranger. Cela entraînerait alors des conséquences négatives pour notre souveraineté alimentaire. Quels seront les effets de cette agriculture européenne devenue plus extensive par décision politique ? La transition écologique de l'agriculture s'en trouve-t-elle renforcée ? Citons quelques exemples.

L'agriculture européenne sera plus extensive avec la réduction des intrants en AC, le développement de l'agriculture bio et la jachère sur 10 % des surfaces. En conséquence, il faudra utiliser plus de terres cultivées pour obtenir la même quantité de production puisque les rendements de l'agriculture en AC deviendront plus faibles, alors que les rendements de l'AB sont dans l'impossibilité d'augmenter dans les conditions actuelles. Devrons-nous alors défricher de nouveaux territoires ou plutôt importer les volumes qui nous manqueront en incitant nos partenaires exportateurs à déforester chez eux ? Est-ce bien écologique ?

Dans un rapport publié récemment, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail étudie les conséquences d'une extension des surfaces bio en France à 15 % de la SAU (objectif du plan Ambition bio) par rapport à l'utilisation du cuivre, l'hypothèse retenue étant que chaque culture atteigne ces 15 % de conversion. De fait, cette expansion du bio revient à augmenter les tonnages de cuivre appliqués sur les cultures d'environ 180 tonnes par campagne, par rapport à la période 2016-2018. Cette quantité serait environ deux fois plus élevée si les surfaces bio atteignaient 25 % comme le demande la Commission européenne. Est-ce bien écologique compte tenu des impacts très négatifs du cuivre sur les organismes vivants dans le sol ? Pourquoi les Verts ne se mobilisent pas pour supprimer l'usage du cuivre en AB si non pour protéger l'agriculture bio qui n'a pas de solution alternative aussi efficace que le cuivre ?

L'AGRICULTURE DE CONSERVATION DES SOLS EN DANGER

Les militants écologistes ont remporté une incontestable victoire en obtenant l'interdiction du glyphosate, le désherbant pourtant reconnu comme le moins toxique. Or, il est pourtant indispensable pour la pratique du sans labour, un des principes de base de l'agriculture de conservation. Celle-ci a démontré tout son intérêt sur le plan écologique : elle améliore la vie biologique du sol et sa fertilité, réduit l'érosion, développe la séquestration du carbone dans le sol, réduit les émissions de CO₂. C'est une des solutions agrobiologiques de référence qui est ainsi gravement handicapée au risque d'être abandonnée par ses initiateurs. Mettre un terme à l'agriculture de conservation, est-ce bien écologique ? L'interdiction d'utiliser les nouvelles biotechnologies est un frein à la baisse de l'utilisation des intrants. Jusqu'à présent les Verts

L'INTERDICTION
DES NOUVELLES
BIOTECHNOLOGIES EST
UN FREIN À LA BAISSÉ
DES INTRANTS

ont réussi à interdire l'usage des nouvelles biotechnologies végétales, sources d'innovations importantes pour aider les agriculteurs à transformer leur modèle agricole. En particulier, de nombreux laboratoires de recherche privée ou publique travaillent à rendre des variétés résistantes génétiquement à des maladies ou à des insectes nuisibles comme c'est déjà le cas, par exemple, pour le maïs Bt résistant à la pyrale du maïs. Le *lobbying* des Verts a été si efficace qu'il a réussi pratiquement à interdire la culture des « OGM » en Europe. Il va maintenant s'opposer par tous les moyens à l'utilisation de l'édition de gènes, une avancée scientifique pourtant très prometteuse déjà accessible chez de nombreux pays non européens. L'UE devra-t-elle affronter une nouvelle crise alimentaire pour décider de mettre en œuvre cette innovation majeure dont les créatrices ont reçu le prix Nobel pour leur découverte ?

LE REFUS DU GÉNIE GÉNÉTIQUE BLOQUE LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE BIO

Proposer que l'agriculture bio occupe 25 % des hectares en huit ans (2030) pourrait se révéler négatif pour les producteurs de bio alors que les écologistes demandent de faire encore plus. Il faudra, en effet, que la demande de bio soit au rendez-vous dans les différents marchés et synchrone avec les volumes de production en AB. Mais peut-t-on retrouver une croissance de la consommation à deux chiffres dans les prochaines années pour être à la hauteur du développement de l'offre tel qu'il est prévu sans baisser les prix payés par les consommateurs ?

SEULE L'ÉMERGENCE
D'INNOVATIONS MAJEURES
PERMETTRAIT DE DIMINUER
LES COÛTS DE PRODUCTION

Tant que les rendements/ha des plantes bio resteront en moyenne bloqués à un niveau de 20 à 25 % inférieur aux rendements des plantes conventionnelles, les prix du bio resteront à un niveau élevé. Seule l'émergence d'innovations majeures pour augmenter les rendements du bio, comme celles pouvant provenir du progrès génétique, permettrait de diminuer les coûts de production du bio et donc aussi le prix de vente du bio, condition nécessaire pour accroître le marché sans pénaliser le revenu des producteurs. Mais les Verts refusent par idéologie d'utiliser les progrès de la génétique pour améliorer les rendements du bio. En conséquence, le marché du bio ne pourra pas absorber le supplément de production souhaité dans *Fork to farm*. Est-ce bien écologique de proposer un objectif de production qui va mettre les producteurs en AB en difficulté ?

Adeptes de la décroissance, les écologistes prônent un modèle agricole unique et universel : l'agriculture biologique, une agriculture extensive dite « naturelle », même s'ils tiennent avec une certaine ambiguïté un discours qui peut paraître favorable à l'agroécologie. De fait, les Verts se montrent hostiles à toute innovation qui pourrait favoriser le développement d'une agriculture écologiquement intensive. Ce n'est pas ainsi que les agriculteurs pourront remplir leur mission : assurer la sécurité alimentaire des consommateurs et la souveraineté économique de l'UE tout en préservant l'environnement. Pour cela, ils auront besoin de produire plus et mieux avec moins de terres arables, moins d'intrants et moins d'hommes et de femmes. Il faudra beaucoup de remises en cause, d'innovations et aussi du temps pour assurer cette transition indispensable de l'agriculture vers l'agroécologie.

Cette nouvelle agriculture est déjà en chemin, quoiqu'en disent les Verts qui veulent ignorer les changements agricoles qui s'opèrent déjà dans les champs : 59 % des agriculteurs sont déjà engagés dans la transition agroécologique et 16 % ont l'intention de le faire prochainement. Grâce à l'imagination créatrice des agriculteurs, l'agriculture en marche est une agriculture hybride reflétant les multiples modèles agricoles possibles adaptés aux demandes variées des consommateurs et des citoyens face au changement climatique.

L'écologie ne doit pas être instrumentalisée pour servir de marchepied à une idéologie politique anti-technicienne et rétrograde. Si les Verts réfléchissaient plus en écologues et moins en écologistes pour faire des propositions utiles sur le futur de notre agriculture, ils redeviendraient indispensables et désirables et retrouveraient une légitimité en berne par leur propre faute. Oui, à l'écologie basée sur la science, non à l'écologisme basé sur une idéologie. ■